

Réactions et prises de position

Depuis l'annonce de la découverte d'un complot visant à renverser les institutions démocratiques du pays, les réactions fusent de partout. Partis politiques et autres organisations de la société civile n'ont pas manqué de donner leurs points de vue sur la situation.

L'Alliance Patriotique "dément toute implication dans la prétendue conspiration"

Ce qui n'empêche pas l'organisation de rappeler dans un communiqué rendu public le 12 août 2004, la genèse de l'affaire en indiquant que "le 4 août 2004, l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI), rompant son mutisme d'usage, annonçait que le Chef de l'Etat mauritanien, le Colonel Ould Sid'Ahmed Taya, se rendrait en France, le 15 du même mois. La dépêche, d'une anticipation exceptionnelle, avait surpris".

Le 9 août, poursuit le communiqué, "une source militaire dite loyaliste annonçait la découverte et la mise en échec d'un complot d'officiers qui devait aboutir à une prise de pouvoir, après l'assassinat du Colonel Ould Sid'Ahmed Taya et le massacre de ses éventuels partisans... Le 10 août, devant le scepticisme généralisé, le Ministre de la Défense croit devoir fournir des détails plus convaincants et s'empresse d'impliquer les "Cavaliers du Changement", des membres de "L'alliance Patriotique" des "Islamistes" et jusqu'au chef présumé d'un groupe armé non mauritanien; ces allégations mettent ainsi en scène une unité d'action, pour le moins improbable. Les deux dernières mentions visent à susciter le concours des nations libres, au nom de leur lutte contre le terrorisme international.

Les compagnies pétrolières

s'émeuvent; par deux communiqués, Woodside Petroleum, notamment, menace de se retirer du pays; curieusement, quelques heures plus tard, elle y confirme la poursuite de ses investissements. Cette célérité dans le revirement s'explique, sans doute, par les assurances données à cette société, au plus haut niveau de l'état mauritanien, sur le caractère artificiel de la tentative. En conséquence de quoi, l'Alliance Patriotique :

- Dément toute implication, de près ou de loin, dans la prétendue conspiration.

- Déploie que les forces armées et de sécurité, protecteur et dernier garant de l'intégrité de l'Etat, servent ainsi d'objet d'expérimentation aux services de renseignements parallèles.

- Réitère ses objectifs initiaux, en particulier sa détermination à mettre un terme radical au régime du Colonel Ould Sid'Ahmed Taya, obstacle premier à la réconciliation des mauritaniens, sous les auspices du droit, de la justice et des voies démocratiques.

- Exprime son soutien naturel aux projets d'alternance et de changement, quels qu'en soient la nature et les moyens, qui inscriraient notablement, rapidement, sur le chemin d'un avenir pluraliste, à l'abri de l'impunité et des discriminations, dans le plein respect de sa vocation islamique et arabo-africaine.

- Engage les partenaires extérieurs à tenir compte des intérêts de la Mauritanie plutôt que des calculs privés du Colonel Ould Sid'Ahmed Taya et de son clan".

L'APP, SAWAB et le PCD rendent Ould Taya responsable des troubles

Trois partis d'opposition ont dénoncé jeudi une "situation de crise" dans le pays et accusé Ould Taya d'en être responsable en se livrant à une purge au sein de l'armée avant d'appeler à un dialogue pour la fin de ces troubles répétées.

L'Alliance populaire progressiste (APP), le principal

parti de l'opposition, estime que "la grave crise politique, économique, sociale et culturelle que traverse le pays (la Mauritanie) constitue un terreau favorable à toutes les formes de dérives et de troubles", indique un communiqué publié jeudi. Il dénonce "l'entêtement du régime (du président mauritanien Ould Taya) engagé dans sa gestion catastrophique des affaires de l'Etat" et "seul responsable des conséquences fâcheuses de son orientation sans issue". L'Alliance en appelle à "des changements réels urgents" en concertation avec l'opposition.

Pour sa part, le parti "Sawab" (juste voie) créé en juin par des proches de l'ancien président mauritanien, Ould Haidalla (candidat malheureux à la présidentielle de 2003) a dénoncé une insuffisance des preuves avancées par le pouvoir contre les putschistes mis aux arrêts, souligne jeudi un communiqué. Il a indiqué que "la solution à la crise (en Mauritanie) ne peut être trouvée dans les geôles". Sawab en appelle au dialogue afin de trouver une "solution politique radicale qui sache instaurer les fondements de l'exercice de la démocratie véritable dans le pays et barrer la voie à la violence et à la violence réciproque".

Le parti non reconnu, "Hamd" (parti de la convergence démocratique) également issu de la "mouvance Ould Haidalla", parle pour sa part d'une "véritable purge" au sein de l'armée et conseille vivement au gouvernement de laisser cette institution, "garante de la pérennité de l'Etat", loin des "clivages et dissensions politiques", selon un communiqué. Pour Hamd, "personne n'est désormais à l'abri de cette purge, particulièrement ses propres dirigeants".

La tentative de putsch est "fictive", selon l'OMDH

La tentative de coup d'Etat annoncée mardi en Mauritanie est "fictive" et les arrestations

de militaires constituent une revanche contre les tribus des initiateurs de la tentative de coup d'Etat de juin 2003, a affirmé jeudi l'Observatoire mauritanien des droits de l'Homme (OMDH). "Les nouveaux détenus seraient au nombre de 53 et l'enquête serait confiée" à un "comité militaire dirigé par deux colonels Ould Chrouf et Ould Vayda", a indiqué l'OMDH, dans un communiqué reçu jeudi par l'AFP à Dakar. Une liste "préliminaire" de 19 officiers publiée dans le communiqué montre clairement que sont visées "les tribus et régions des leaders de la tentative du coup d'Etat du 8 juin, plus particulièrement (la tribu) Awlad Naser et la ville d'Aïoun" (800 km au sud-est de Nouakchott), selon le communiqué. Pour l'OMDH, "ce constat renforce la thèse d'un coup d'Etat purement fictif. Il s'agit plutôt d'une revanche tribale et régionale", poursuit le communiqué. L'OMDH "condamne la mise à l'index de tribus et régions pratiquée actuellement sous la forme d'une nouvelle purification de l'armée mauritanienne (...)".

La RADDHO propose un dialogue national en Mauritanie

Préoccupée par la récurrence des tentatives de coup d'Etat, l'ONG a, dans un communiqué transmis vendredi à la PANA, prévenu que ce qui se passe en Mauritanie est le signe de l'impasse politique et du règne de l'incertitude. Face à cette situation qui perdure, la RADDHO souligne que tous les signaux sont au rouge en Mauritanie. "Le dialogue national est la seule issue permettant de trouver des solutions pacifiques et d'éviter une violence armée qui risque d'embraser la sous-région", avertit l'ONG. Dans cette perspective, la RADDHO sollicite, par ailleurs, la diplomatie préventive de la communauté africaine et internationale pour "faciliter le dialogue entre les différents acteurs politiques mauritaniens".

Créée en avril 1990 dans la capitale sénégalaise, la RADDHO a pour secrétaire général le Sénégalais Alioune Tine. Elle a le statut de consultant spécial auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies. Elle est également membre observateur à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) de l'Union africaine.

Le PRDS estime que "La culture de la violence est un signe de l'analphabétisme politique, autre manifestation de l'analphabétisme civique et de l'illettrisme" contre lesquels le parti mène campagne

Le Prds, parti au pouvoir, après avoir repris en substance les propos du ministre de la défense, déclare qu'il "n'est point étonnant que certaines forces hostiles à notre pays essayent d'arrêter notre marche vers le développement et nuire aux acquis que nous avons enregistrés dans tous les domaines. Surtout que nous avons su gagner la confiance des investisseurs et transformer le pays en un énorme chantier où se déroulent de grands projets et qui ouvre devant tous des perspectives prometteuses!". Le Prds "s'étonne" par ailleurs, de "la propension de certains mauritaniens à embrasser la culture de la violence et des putschs, culture étrangère à notre époque actuelle commandée par d'autres facteurs", alors que "notre système démocratique (...) est devenu exemple à suivre dans la région" et que "nous avons ainsi su établir un Etat de droit, où les institutions, les libertés publiques, la presse indépendantes, les partis politiques, les syndicats, les associations professionnelles, les ONG mènent leurs activités dans un climat de liberté et de

responsabilité".

Le Prds considère en outre ces actes comme de "l'analphabétisme politique, autre manifestation de l'analphabétisme civique et de l'illettrisme contre lesquels notre parti mène campagne et ce afin de préserver notre pays des aventures désespérées qui naissent de l'ignorance des réalités nationales et internationales".

Enfin, le parti au pouvoir "félicite le peuple mauritanien pour la mise en échec de tous les complots visant à arrêter sa marche vers la renaissance, envoie un salut mérité aux forces armées et de sécurité qui ont su, avec succès, faire échec à ce complot au bon moment et éloigner ainsi le danger qui menaçait le pays et appelle le peuple mauritanien et toutes ses forces vives à se lever comme un seul homme derrière le dirigeant du pays et le défenseur de la nation, le frère Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, afin de défendre la démocratie, la sécurité, la stabilité et de rejeter les tentations de l'aventure et la culture de la violence".

L'UDP trouve "surprenant" que ces "lâches tentatives n'ont commencé qu'au moment où les contours de notre avenir se sont clairement dessinés déboussolant les ennemis de notre pays"

L'Union pour la Démocratie et le Progrès (UDP), parti de la mouvance présidentielle, "face à l'émergence de la culture de la violence et de l'usage aveugle de la force pour accéder au pouvoir, condamne fermement toutes les manœuvres de nature à saper les acquis du peuple mauritanien et à freiner sa marche vers le progrès et le développement". Pour l'UDP, "il est surprenant de constater que ces lâches tentatives n'ont commencé qu'au moment où les contours de notre avenir se sont clairement dessinés déboussolant les ennemis de notre pays qui en oublièrent que le nouveau contexte mondial se caractérise par le refus de la violence et de la prise du pouvoir par des moyens illégaux".

Le parti de Naha Mint Mouknass parti réitère donc "son attachement aux valeurs démocratiques et son refus de toute confiscation de la volonté du peuple par la contrainte ou par la tyrannie". Enfin, l'UDP appelle "toutes les composantes de notre peuple et singulièrement la société civile à faire face à de telles pratiques, à les condamner publiquement et à les considérer illégales et contraires aux valeurs et idéaux démocratiques" et

"exhorte en particulier notre jeunesse à prendre sa responsabilité en défendant notre patrie face aux menaces intérieures et extérieures. La femme mauritanienne a elle aussi un rôle essentiel à jouer en inculquant aux générations futures le sens du patriotisme et du civisme".

L'ISID "invite les forces politiques à travailler ensemble pour préserver et développer l'esprit de tolérance"

L'Initiative pour la Sauvegarde des Institutions Démocratique "après avoir examiné avec attention la déclaration du gouvernement relative à la tentative de coup d'état", proclame son "attachement indéfectible aux Institutions Républicaines et aux valeurs démocratiques, seules garantes d'une stabilité et d'un développement durable", condamne "énergiquement toute violence quelle que soit son origine ou sa justification et singulièrement comme moyen de conquête du pouvoir", "fustige toutes actions susceptibles de perturber l'ordre public ou de porter atteinte aux biens publics ou privés" et "invite les forces politiques à travailler ensemble pour préserver et développer l'esprit de tolérance qui a toujours caractérisé notre société".

Le PTG réclame "l'organisation d'élections législatives et municipales anticipées"

Le Parti de la troisième génération, (PTG), après avoir rappelé qu'il a "procédé à une large diffusion d'un communiqué appelant toutes les forces politiques, y compris le régime en place, d'engager sans attendre un dialogue constructif dans le but de sortir le pays de l'impasse et de la crise multiforme qui caractérisent la vie politique

et sociale de la nation", estime que "la crise au sein du pouvoir est telle, que les réformes et autres retouches structurelles, ne sont plus à l'ordre du jour et que la crise est beaucoup plus profonde que ne le laissent supposer les mises en scènes gouvernementales qui se succèdent donnant l'impression d'une vie institutionnelle calme et sans histoire". Dans cette optique, le PTG "rappelle une position fondamentale de son combat politique qui consiste à rejeter le recours à la violence pour la prise du pouvoir, mais qui rejette aussi les hold-up électoraux pour le conserver".

Enfin, le PTG réclame "la mise sur pieds d'une commission indépendante d'enquête sur la véracité des faits liés au putsch déjoué ; l'élargissement du gouvernement aux partis politiques ; l'organisation d'élections législatives et municipales anticipées sur la base de la proportionnelle généralisée ; la mise en place du conseil économique et social prévu par la loi fondamentale qui doit servir de cadre de concertation pour une meilleure redistribution de la richesse nationale".

L'UFP : "Le parti a toujours demandé au régime de s'ouvrir aux forces de l'opposition dans un dialogue fécond"

M. Ahmed Ould Houbab, responsable de la communication de l'UFP, dans un entretien avec l'Eveil-Hebdo, a déclaré que son parti est contre les coups d'Etat. "Pour cette présumée tentative, il n'y a pas encore de preuves convaincantes. On craint que ce soit un simple montage du pouvoir qui vise une certaine épuration au niveau de l'armée de certaines tribus ou de certaines régions. De toutes les façons, ceci illustre un peu la crise dans laquelle vit le pays depuis un certain temps. Le parti a toujours demandé au régime de s'ouvrir aux forces de l'opposition dans un dialogue fécond pour trouver des solutions idoines à cette crise".